

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770
du Code civil

[2002/54082]

Succession en déshérence de Funke, Kurt Max

Funke, Kurt Max, veuf de Hanotiaux, Marie, né à Lugau (Allemagne) le 9 juin 1925, domicilié à Gembloux, allée des Marronniers 18/16, est décédé à Namur le 8 juin 2002, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 4 novembre 2002, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 4 décembre 2002.

Le directeur,
M. de Pierpont.

(54082)

Succession en déshérence de Dubray, Louise

Dubray, Louise, célibataire, née à Morlanwelz (Mariemont) le 14 août 1912, domiciliée à La Bruyère, rue de Gembloux 4, est décédée à La Bruyère le 22 décembre 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 4 novembre 2002, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 4 décembre 2002.

Le directeur,
M. de Pierpont.

(54083)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek

[2002/54082]

Erfloze nalatenschap van Funke, Kurt Max

Funke, Kurt Max, weduwnaar van Hanotiaux, Marie, geboren te Lugau (Duitsland) op 9 juni 1925, wonende te Gembloux, Kastanjebomensesteen 18/16, is overleden te Namen op 8 juni 2002, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 4 november 2002, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 4 december 2002.

De directeur,
M. de Pierpont.

(54082)

Erfloze nalatenschap van Dubray, Louise

Dubray, Louise, ongehuwd, geboren te Morlanwelz (Mariemont) op 14 augustus 1912, wonende te La Bruyère, Gemblouxsestraat 4, is overleden te La Bruyère op 22 december 1998, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 4 november 2002, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 4 december 2002.

De directeur,
M. de Pierpont.

(54083)

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00169]

19 FEVRIER 2003. — Circulaire sur l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

A. Introduction

1. Contexte dans lequel se situe l'article 9, alinéa 3, de la loi

L'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, prévoit en règle générale qu'un étranger qui souhaite séjourner plus de trois mois en Belgique, doit y être autorisé par le Ministre ou l'Office des étrangers.

Les deuxième et troisième alinéas du même article fixent la procédure qui doit être suivie par l'étranger afin d'introduire une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois.

En principe, toute demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume doit être introduite auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou de séjour de l'étranger (article 9, alinéa 2, de la loi).

Ce principe connaît deux exceptions dans lesquelles la demande peut être introduite en Belgique :

(1) lorsqu'un traité international, une loi ou un arrêté royal permet à l'étranger d'introduire sa demande en Belgique (début de l'article 9, alinéa 2, de la loi). Ceci est, par exemple, le cas de l'article 23 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00169]

19 FEBRUARI 2003. — Omzendbrief over de toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

A. Inleiding

1. Situering van artikel 9, derde lid, van de wet

Artikel 9, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bepaalt als algemene regel dat een vreemdeling die langer dan drie maanden in België wenst te verblijven, daartoe door de Minister of de Dienst Vreemdelingenzaken gemachtigd dient te worden.

Het tweede en derde lid van hetzelfde artikel bepalen de procedure die gevolgd moet worden door de vreemdeling die een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden wil indienen.

In principe moet iedere aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk, ingediend worden bij een Belgische diplomatieke of consulaire post in het land van de verblijfplaats of de plaats van opthoud van de vreemdeling (artikel 9, tweede lid, van de wet).

Op dit principe bestaan er twee uitzonderingen waarbij de aanvraag in België zelf kan worden ingediend :

(1) wanneer een internationaal verdrag, een wet of een koninklijk besluit de vreemdeling toelaat om zijn aanvraag in België in te dienen (aanhef artikel 9, tweede lid, van de wet). Dit is bijvoorbeeld het geval met artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

(2) lorsque des circonstances exceptionnelles rendent impossible l'introduction de la demande selon la procédure ordinaire dans le pays de résidence ou de séjour de l'étranger (article 9, alinéa 3, de la loi).

L'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 est donc une règle de procédure et ne constitue pas la base légale d'un quelconque droit de séjour. Pour rappel, l'insertion de cet alinéa dans la loi du 15 décembre 1980 visait à simplifier la procédure applicable aux étrangers obtenant un permis de travail au cours de leur court séjour en Belgique. Auparavant, ceux-ci devaient en effet se rendre auprès d'un poste belge en Allemagne ou en France pour se voir délivrer l'autorisation de séjourner plus de trois mois sur le territoire. Le but de cette disposition était donc à l'origine de permettre le changement de statut de séjour d'un étranger sans que celui-ci doive quitter le territoire belge.

2. Une procédure particulière d'obtention d'une autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume

La procédure particulière prévue à l'article 9, alinéa 3, de la loi permet d'introduire une demande de séjour de plus de trois mois sur le territoire belge.

Il est à remarquer que cette procédure particulière ne peut pas être utilisée comme voie de recours contre une mesure d'éloignement. (1)

Le recours contre une telle mesure doit être introduit selon les procédures adéquates prévues par la loi du 15 décembre 1980 (par exemple, la demande en révision prévue à l'article 64 de la loi ou le recours en annulation ou la demande en suspension auprès du Conseil d'Etat prévu à l'article 69 de la loi).

La demande introduite sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi qui revient en fait à un recours contre une décision d'éloignement n'empêche pas l'éloignement effectif de l'intéressé. Une mesure d'éloignement antérieure à cette demande peut donc toujours être mise à exécution.

B. Conditions d'application de l'article 9, alinéa 3

La demande doit être doublement motivée. Ce n'est que dans le cas de circonstances exceptionnelles justifiant le fait de ne pas aller retirer l'autorisation de séjour provisoire auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, que l'autorisation de séjour peut être demandée en Belgique. Ces circonstances exceptionnelles (voir point 1) ne doivent pas être confondues avec les arguments de fond (voir point 2) invoqués pour obtenir une autorisation de séjour. L'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 implique donc un double examen.

1. En ce qui concerne la recevabilité de la demande

1.1. Existence de circonstances exceptionnelles

Tout d'abord, la demande doit comporter les raisons pour lesquelles l'intéressé ne peut pas introduire sa demande selon la procédure ordinaire (donc via le poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger).

En ce qui concerne cet aspect, seules des circonstances exceptionnelles sont acceptées. Cette exception à la règle générale doit être interprétée de façon stricte.

Il sera examiné au cas par cas s'il existe des circonstances qui ont conduit à ne pas suivre la procédure normale prévue à l'article 9, alinéa 2, de la loi.

L'intéressé doit démontrer qu'il lui est impossible ou particulièrement difficile de retourner demander une autorisation de séjour dans son pays d'origine ou dans un pays où il est autorisé au séjour, suite à des éléments qui peuvent se situer aussi bien en Belgique qu'ailleurs.

Un séjour de longue durée ou le fait d'être intégré dans la société belge ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle justifiant l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume sur la base de la procédure de l'article 9, alinéa 3, de la loi. Même si l'étranger séjourne en Belgique depuis longtemps et/ou même s'il y est intégré, il doit encore prouver qu'il lui est impossible ou particulièrement difficile de retourner dans son pays d'origine ou dans le pays où il est autorisé au séjour, pour y demander l'autorisation en question.

(2) wanneer er buitengewone omstandigheden zijn die het indienen van de aanvraag via de gewone procedure in het land van herkomst of in het land van de verblijfplaats of de plaats van ophoud van de vreemdeling onmogelijk maken (artikel 9, derde lid, van de wet).

Artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 is dus een proceduremaatregel en vormt geen wettelijke basis voor welk recht op verblijf dan ook. Ter herinnering : het invoegen van dit lid in de wet van 15 december 1980 was bedoeld om de procedure te vereenvoudigen die van toepassing was op vreemdelingen die in de loop van hun kort verblijf in België een arbeidskaart verkregen. Voordien waren zij immers verplicht zich naar een Belgische post in Duitsland of Frankrijk te begeven om de machtiging te krijgen om langer dan drie maanden op het grondgebied te verblijven. Het doel van deze bepaling was dus oorspronkelijk de verandering van verblijfsstatuut van een vreemdeling mogelijk te maken zonder dat deze het grondgebied diende te verlaten.

2. Een bijzondere procedure gericht op het bekomen van een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk

De bijzondere procedure van artikel 9, derde lid, van de wet dient om een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden op het Belgische grondgebied in te dienen.

Op te merken valt dat deze bijzondere procedure niet kan worden gebruikt als rechtsmiddel tegen een verwijderingsmaatregel. (1)

Een beroep tegen een dergelijke maatregel moet worden ingesteld volgens de passende procedures bepaald bij de wet van 15 december 1980 (bijvoorbeeld het verzoek tot herziening vermeld in artikel 64 van de wet of het beroep tot nietigverklaring of het verzoek tot schorsing bij de Raad van State, vermeld in artikel 69 van de wet).

Het verzoek ingediend op grond van artikel 9, derde lid, van de wet, dat in feite neerkomt op een beroep tegen een beslissing tot verwijdering, verhindert niet de effectieve verwijdering van de betrokkene. Een verwijderingsmaatregel die voor dit verzoek is genomen kan dus altijd worden uitgevoerd.

B. Voorwaarden voor de toepassing van artikel 9, derde lid

De aanvraag dient dubbel gemotiveerd te zijn. Enkel wanneer er buitengewone omstandigheden zijn die het niet afhalen van een machtiging tot voorlopig verblijf bij een Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland rechtvaardigen, kan de verblijfsmachtiging in België worden aangevraagd. Deze buitengewone omstandigheden (zie punt 1) mogen niet worden verward met de argumenten ten gronde (zie punt 2) die worden aangevoerd om een verblijfsmachtiging te verkrijgen. De toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 houdt dus een dubbel onderzoek in.

1. Wat de ontvankelijkheid van de aanvraag betreft

1.1. De aanwezigheid van buitengewone omstandigheden

Eerst en vooral moeten in de aanvraag de redenen tot uiting komen waarom de betrokkene de aanvraag niet kan indienen via de gewone procedure (dus via de diplomatieke of consulaire post bevoegd voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van ophoud in het buitenland).

Wat dit aspect betreft worden alleen buitengewone omstandigheden aanvaard. Deze uitzondering op de algemene regel dient strikt te worden geïnterpreteerd.

Of er omstandigheden zijn die ertoe leiden dat de normale procedure van artikel 9, tweede lid, van de wet, niet kan worden gevolgd, wordt geval per geval onderzocht.

De betrokkene moet aantonen dat het onmogelijk of bijzonder moeilijk is om terug te keren naar zijn land van herkomst of naar een land waar hij tot verblijf is toegelaten, om de machtiging aan te vragen, dit door gegevens die zowel in België als elders kunnen worden gesitueerd.

Een verblijf van lange duur, of het feit van geïntegreerd te zijn in de Belgische samenleving vormt op zich geen buitengewone omstandigheid die het indienen van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk volgens de procedure van artikel 9, derde lid, van de wet, zou rechtvaardigen. Zelfs als de vreemdeling hier reeds lang verblijft en/of zelfs als hij hier geïntegreerd is, moet hij immers nog altijd aantonen dat het onmogelijk of bijzonder moeilijk is om terug te keren naar zijn land van herkomst of naar een land waar hij tot verblijf is toegelaten, om de machtiging aan te vragen.

S'il n'existe aucune circonstance exceptionnelle, la demande est déclarée irrecevable par l'Office des étrangers.

En principe, l'étranger qui séjourne de manière légale dans le Royaume (par exemple en tant que touriste porteur d'un passeport et d'un visa valables) doit également démontrer l'existence de circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur le territoire belge.

Ces circonstances exceptionnelles sont toutefois présumées existantes :

— lorsque toutes les conditions d'obtention d'une autorisation de séjour sont réunies :

— en tant qu'étudiant (voir articles 58 et suivants de la loi et la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique, M.B. du 4 novembre 1998);

— suite à l'obtention d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle;

— sur la base d'une cohabitation (voir la circulaire du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable, M.B. du 14 novembre 1997);

— en tant que travailleur indépendant ressortissant d'un pays d'Europe centrale ou orientale (voir la circulaire du 22 décembre 1999 relative aux conditions du séjour de certains ressortissants d'Europe centrale et orientale qui souhaitent exercer une activité économique non salariée ou fonder une société dans le Royaume, M.B. du 4 février 2000). (2)

— et lorsque la demande d'autorisation de séjour est introduite pendant le séjour légal de l'intéressé.

Il est clair que cela n'est possible qu'à la condition que le permis de travail ou la carte professionnelle soit obtenu avant l'expiration du visa ou de la durée de séjour autorisée (par exemple, trois mois après l'entrée pour un étranger qui n'est pas soumis à l'obligation du visa). Si le permis de travail ou la carte professionnelle ne peut être obtenu dans cette période, l'intéressé doit retourner dans son pays de provenance pour y attendre la décision relative à la demande de permis de travail ou de carte professionnelle.

Enfin, il est à remarquer que lorsqu'un étranger est déjà autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, pour une durée limitée (par exemple, pour la durée des études), et désire obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois dans un autre cadre (par exemple, en tant que travailleur, pour la durée du permis de travail), il peut introduire, avant l'expiration de la durée de validité de son autorisation de séjour, une demande de changement de statut sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi, par l'intermédiaire du bourgmestre de la commune dans le registre des étrangers de laquelle il est inscrit.

Cela ne s'applique pas aux demandeurs d'asile, qui ne peuvent être considérés comme des étrangers autorisés au séjour de plus de trois mois au sens des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. Preuve de l'identité

Le demandeur doit en principe présenter un passeport national valable ou un titre de voyage en tenant lieu.

Cette exigence se justifie, d'une part, par le fait qu'il est logique que la personne qui introduit une demande d'autorisation de séjour fasse la preuve de son identité et, d'autre part, par la nécessité de traiter de manière égale les étrangers qui demandent l'autorisation de séjour selon la procédure ordinaire, sur la base de l'article 9, alinéa 2, de la loi et ceux qui introduisent la même demande sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la même loi. Dans la mesure où l'étranger qui demande une autorisation de séjour provisoire auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger doit produire un passeport national valable ou un titre de voyage en tenant lieu à l'appui de sa demande, la même condition doit être posée à l'étranger qui demande l'autorisation de séjour sur le territoire belge.

2. En ce qui concerne le bien-fondé de la demande : les raisons pour lesquelles l'autorisation de séjour est demandée

Les raisons pour lesquelles l'intéressé souhaite obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique doivent être explicitées dans la demande.

Ce deuxième aspect n'est examiné que pour autant que les circonstances exceptionnelles invoquées pour justifier l'utilisation de la procédure prévue à l'article 9, alinéa 3, de la loi, ont été acceptées.

Indien er geen buitengewone omstandigheden aanwezig zijn, wordt de aanvraag onontvankelijk verklaard door de Dienst Vreemdelingen-zaken.

In principe moet de vreemdeling die wettig in het Rijk verblijft (bijvoorbeeld als toerist met een geldig paspoort en visum) ook het bestaan van buitengewone omstandigheden aantonen om zijn aanvraag voor een machtiging tot een verblijf van meer dan drie maanden op het Belgische grondgebied te rechtvaardigen.

Deze buitengewone omstandigheden worden evenwel verondersteld aanwezig te zijn :

— wanneer alle voorwaarden voor het verkrijgen van een machtiging tot verblijf zijn vervuld :

— als student (zie artikel 58 en volgende van de wet en de omzendbrief van 15 september 1998 betreffende het verblijf van vreemdelingen die in België wensen te komen studeren, B.S. van 4 november 1998);

— door het verkrijgen van een arbeidskaart of een beroepskaart;

— op grond van samenwonen (zie omzendbrief van 30 september 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwonen in het kader van een duurzame relatie, B.S. van 14 november 1997);

— als zelfstandige werknemer die onderdaan is van een land in Centraal- of Oost-Europa (zie omzendbrief van 22 december 1999 betreffende de verblijfsvoorwaarden voor bepaalde onderdanen van Centraal- en Oost-Europa die een economische activiteit anders dan in loondienst wensen uit te oefenen in het Rijk of er een vennootschap wensen op te richten, B.S. van 4 februari 2000). (2)

— en wanneer de aanvraag voor de machtiging tot verblijf is ingediend tijdens het wettelijk verblijf van de betrokkene.

Het is duidelijk dat dit slechts mogelijk is op voorwaarde dat de arbeidskaart of de beroepskaart verkregen is voor het verstrijken van het visum of de toegelaten duur van het verblijf (bijvoorbeeld drie maanden na de binnenkomst voor een vreemdeling die niet visumplichtig is). Indien de arbeidskaart of de beroepskaart tijdens die periode niet verkregen kan worden, moet de betrokkene naar zijn land van herkomst terugkeren om er de beslissing over de aanvraag van een arbeidskaart of beroepskaart af te wachten.

Ten slotte valt op te merken dat wanneer een vreemdeling al gemachtigd is om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven, voor een bepaalde duur (bijvoorbeeld voor de duur van de studies), en een machtiging tot een verblijf van meer dan drie maanden in een ander verband wenst te verkrijgen (bijvoorbeeld als werknemer, voor de duur van de arbeidskaart), hij voor het verstrijken van de geldigheidsduur van zijn machtiging tot verblijf een verandering van statuut kan aanvragen op grond van artikel 9, derde lid, van de wet, door bemiddeling van de burgemeester van de gemeente waar hij is ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Dit is niet van toepassing op asielzoekers, die niet beschouwd kunnen worden als tot het verblijf van meer dan drie maanden gemachtigde vreemdelingen in de zin van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980.

1.2. Bewijs van de identiteit

De aanvrager moet in principe een geldig nationaal paspoort of een daarmee gelijkgestelde reistitel voorleggen.

Deze vereiste is verantwoord, enerzijds, door het feit dat het logisch is dat de persoon die een aanvraag voor een machtiging tot verblijf indient, het bewijs van zijn identiteit levert en, anderzijds, door de noodzaak de vreemdelingen die de machtiging tot verblijf volgens de gewone procedure aanvragen op grond van artikel 9, tweede lid, van de wet, en de vreemdelingen die dezelfde aanvraag indienen op grond van artikel 9, derde lid, van dezelfde wet, op gelijke wijze te behandelen. Aangezien de vreemdeling die een machtiging tot voorlopig verblijf aanvraagt bij een Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland een geldig nationaal paspoort of een daarmee gelijkgestelde reistitel moet voorleggen tot staving van zijn aanvraag, moet dezelfde voorwaarde worden opgelegd aan de vreemdeling die de machtiging tot verblijf aanvraagt op het Belgische grondgebied.

2. Wat de gegrondheid van de aanvraag betreft : de redenen waarom de machtiging wordt gevraagd

De redenen waarom de betrokkene een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in België wenst te verkrijgen, moeten uitdrukkelijk in de aanvraag worden vermeld.

Dit tweede aspect wordt slechts onderzocht voorzover de buitengewone omstandigheden die zijn aangevoerd om het gebruik van de procedure van artikel 9, derde lid, te verantwoorden, aanvaard zijn.

Le Ministre ou son délégué dispose d'une large compétence d'appréciation quant au bien-fondé de la demande. Les conditions d'obtention de certaines catégories d'autorisations de séjour sont explicitées dans les instruments suivants :

— arrêté royal du 7 août 1995 déterminant les conditions et les cas dans lesquels un étranger, dont l'absence du Royaume est supérieure à un an, peut être autorisé à y revenir (M.B. du 2 septembre 1995);

— circulaire du 5 février 1996 relative aux conditions et aux cas dans lesquels un étranger, dont l'absence du Royaume est supérieure à un an, peut être autorisé à y revenir (M.B. du 27 février 1996);

— circulaire du 30 septembre 1997 relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable (M.B. du 14 novembre 1997);

— circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique (M.B. du 4 novembre 1998);

— circulaire du 22 décembre 1999 relative aux conditions du séjour de certains ressortissants d'Europe centrale et orientale qui souhaitent exercer une activité économique non salariée ou fonder une société dans le Royaume (M.B. du 4 février 2000). (2)

C. Procédure d'introduction de la demande

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre de la commune où le demandeur séjourne effectivement.

Il est inutile que le demandeur transmette une copie de cette lettre à l'Office des étrangers; celle-ci lui sera renvoyée par retour du courrier.

Afin de permettre un traitement efficace et rapide de la demande, celle-ci doit comporter les documents suivants :

— si possible, le numéro de dossier à l'Office des étrangers (l'ancien numéro de sûreté publique (SP));

— toutes les données personnelles pertinentes relatives au demandeur (nom, prénom, lieu et date de naissance, état civil) avec une copie de son passeport ou du titre de voyage en tenant lieu;

— un exposé de toutes les raisons exceptionnelles qui ont conduit à ce que la demande soit introduite en Belgique et ne puisse pas ou n'ait pas pu être introduite auprès du poste diplomatique ou consulaire;

— un exposé des raisons pour lesquelles le demandeur souhaite rester plus de trois mois en Belgique;

— l'indication de la résidence effective de l'intéressé;

— un aperçu de la composition du ménage;

— si possible, des pièces qui étayaient les précédentes indications.

La plupart de ces documents sont nécessaires à la démonstration que l'intéressé réunit les conditions fixées.

D. Tâches de l'administration communale

Dans les dix jours qui suivent l'introduction de la demande, le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder à un contrôle de la résidence effective de l'intéressé. Ce contrôle résulte du fait que les communes n'ont de compétence qu'à l'égard des personnes qui résident effectivement sur leur territoire.

S'il appert que le demandeur ne réside pas dans la commune, le bourgmestre ou son délégué ne prendra pas la demande en considération (voir modèle de décision en annexe) et le demandeur sera informé que sa demande doit être introduite auprès du bourgmestre de la commune dans laquelle il réside. Cela signifie que la demande ne sera pas transmise à l'Office des étrangers.

La commune transmet une copie de cette décision à l'Office des étrangers.

De Minister of zijn gemachtigde beschikt over een ruime appreciatiebevoegdheid wat de gegrondheid van de aanvraag betreft. De voorwaarden voor het verkrijgen van bepaalde categorieën van verblijfsmachtigingen worden in de volgende documenten uitdrukkelijk geformuleerd :

— koninklijk besluit van 7 augustus 1995 tot vaststelling van de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder een vreemdeling, wiens afwezigheid uit het Rijk langer dan een jaar duurt, kan gemachtigd worden er terug te keren (B.S. van 2 september 1995);

— omzendbrief van 5 februari 1996 betreffende de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder een vreemdeling, wiens afwezigheid uit het Rijk langer dan een jaar duurt, kan gemachtigd worden er terug te keren (B.S. van 27 februari 1996);

— omzendbrief van 30 september 1997 betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwonen in het kader van een duurzame relatie (B.S. van 14 november 1997);

— omzendbrief van 15 september 1998 betreffende het verblijf van vreemdelingen die in België wensen te komen studeren (B.S. van 4 november 1998);

— omzendbrief van 22 december 1999 betreffende de verblijfsvoorwaarden voor bepaalde onderdanen van Centraal- en Oost-Europa die een economische activiteit anders dan in loondienst wensen uit te oefenen in het Rijk of er een vennootschap wensen op te richten (B.S. van 4 februari 2000).

C. Procedure voor het indienen van de aanvraag

De aanvraag moet worden ingediend bij de burgemeester van de gemeente waar de aanvrager zijn werkelijke verblijfplaats heeft.

Het heeft geen zin dat de aanvrager een kopie van deze brief naar de Dienst Vreemdelingenzaken stuurt, omdat die stukken per kerende post zullen worden teruggezonden.

Voor een snelle en efficiënte behandeling dient de aanvraag de volgende documenten te bevatten :

— zo mogelijk het dossiernummer bij de Dienst Vreemdelingenzaken (het vroeger openbaar veiligheidsnummer);

— alle relevante persoonsgegevens aangaande de aanvrager (naam, voornaam, geboorteplaats, geboortedatum, burgerlijke stand) met een kopie van zijn paspoort of daarmee gelijkgestelde reistitel;

— een uiteenzetting van alle buitengewone redenen die ertoe leiden dat de aanvraag in België wordt ingediend en niet via de bevoegde consulaire of diplomatieke post kon of kan worden ingediend;

— een uiteenzetting van de redenen waarom de aanvrager meer dan drie maanden in België wenst te blijven;

— de vermelding van de werkelijke verblijfplaats van de betrokkene;

— een overzicht van de samenstelling van het gezin;

— zo mogelijk ook stukken die de bovenstaande vermeldingen staven.

De meeste van deze documenten zijn noodzakelijk om aan te tonen dat men aan de voorwaarden voldoet.

D. Rol van het gemeentebestuur

Binnen tien dagen na het indienen van de aanvraag dient de burgemeester of zijn gemachtigde de werkelijke verblijfplaats van de betrokkene te controleren. Deze controle is een gevolg van het feit dat de gemeenten alleen bevoegd zijn voor de personen die werkelijk op hun grondgebied verblijven.

Indien blijkt dat de aanvrager niet in de gemeente verblijft, neemt de burgemeester of zijn gemachtigde de aanvraag niet in overweging (zie bijlage) en wordt de aanvrager ervan verwittigd dat hij zijn aanvraag moet indienen bij de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft. Dit betekent dat de aanvraag niet naar de Dienst Vreemdelingenzaken wordt gestuurd.

De gemeente bezorgt de Dienst Vreemdelingenzaken een kopie van deze beslissing.

Si le demandeur réside bien dans la commune, la demande, accompagnée du rapport établi à la suite du contrôle de résidence, est transmise sans délai à l'Office des étrangers.

Seul le Ministre de l'Intérieur ou son délégué a le droit de se prononcer sur le fond de la demande. Les communes ne doivent par conséquent pas examiner les preuves présentées. Le bourgmestre ou son délégué peut cependant joindre un avis à la demande (par exemple, le résultat d'une enquête sociale), complété par d'éventuelles remarques relatives au demandeur.

E. Rappel : conséquences du séjour illégal

L'étranger qui entre ou séjourne illégalement dans le Royaume commet une infraction punissable (article 75 de la loi du 15 décembre 1980).

Sur la base de l'article 81 de la loi du 15 décembre 1980, les infractions à cette loi peuvent être recherchées et constatées par les fonctionnaires de l'Office des étrangers. Ils rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux autorités judiciaires, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

L'article 29 du Code d'instruction criminelle stipule que toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, prend connaissance d'un crime ou d'un délit, est tenu d'en faire rapport au Procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel l'inculpé pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

Conformément au point B de la circulaire du 11 juillet 2001 relative aux documents devant être produits afin d'obtenir un visa en vue de conclure un mariage dans le Royaume ou afin d'obtenir un visa de regroupement familial sur la base d'un mariage conclu à l'étranger, et au point C de la circulaire du 17 décembre 1999 relative à la loi du 4 mai 1999 modifiant certaines dispositions relatives au mariage, le droit au mariage de l'étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume reste en tout cas garanti.

F. Dispositions générales et entrée en vigueur

La présente circulaire remplace la première partie de la circulaire du 15 décembre 1998 relative à l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la régularisation de situations particulières (M. B. du 19 décembre 1998). (3)

La présente circulaire entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 19 février 2003.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

—
Note

(1) Cette notion recouvre toutes les mesures d'éloignement possibles, de l'ordre de quitter le territoire à la décision de renvoi ou d'expulsion prise sur base de l'article 20 de la loi du 15 décembre 1980.

(2) Voir également la circulaire du 6 juin 2001 apportant certaines précisions quant à l'application de diverses circulaires relatives à la matière de l'accès au territoire, du séjour, de l'établissement et de l'éloignement des étrangers (M.B. du 4 juillet 2001).

(3) La deuxième partie de la circulaire a été abrogée par la circulaire du 6 janvier 2000 relative à la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation du séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume (M.B. du 10 janvier 2000).

Verblijft de aanvrager wel in de gemeente, dan wordt de aanvraag, samen met een rapport van de controle van de verblijfplaats, overvrijd naar de Dienst Vreemdelingenzaken gestuurd.

Alleen de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde hebben het recht om zich over de grond van de aanvraag uit te spreken. De gemeenten dienen bijgevolg de voorgelegde bewijzen niet te onderzoeken. Het staat de burgemeester of diens gemachtigde evenwel vrij om bij het overhandigen van de aanvraag een advies (bijvoorbeeld een sociaal onderzoek) toe te voegen, eventueel aangevuld met opmerkingen over de aanvrager.

E. Ter herinnering : gevolgen van het illegaal verblijf

De vreemdeling die onwettig het Rijk binnenkomt of er verblijft, begaat een strafbaar misdrijf (artikel 75 van de wet van 15 december 1980).

Op basis van artikel 81 van de wet van 15 december 1980 kunnen misdrijven tegen deze wet worden opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren van Dienst Vreemdelingenzaken. Zij verzamelen de bewijzen van de misdrijven en leveren de daders ervan over aan de rechterlijke overheden overeenkomstig de bepalingen van het wetboek van strafvordering.

Artikel 29 van het wetboek van strafvordering bepaalt dat iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdaad of van een wanbedrijf, verplicht is daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied waarvan die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd of de verdachte zou kunnen worden gevonden, en aan die magistraten alle desbetreffende inlichtingen, processen-verbaal en akten te doen toekomen.

Overeenkomstig punt B van de omzendbrief van 11 juli 2001 betreffende de documenten die moeten worden overgelegd om een visum te verkrijgen met het oog op het sluiten van een huwelijk in België of om een visum gezinshereniging te bekomen op grond van een huwelijk voltrokken in het buitenland, en punt C van de omzendbrief van 17 december 1999 inzake de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende het huwelijk, blijft het recht op huwelijk van een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft, in ieder geval wel gewaarborgd.

F. Algemene bepalingen en inwerkingtreding

Deze omzendbrief vervangt het eerste deel van de omzendbrief van 15 december 1998 over de toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de regularisatie van bijzondere situaties (B.S. van 19 december 1998). (3)

Deze omzendbrief treedt in werking 10 dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 19 februari 2003.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

—
Nota

(1) Dit begrip dekt alle mogelijke verwijderingsmaatregelen, gaande van het bevel om het grondgebied te verlaten, tot een beslissing tot terugwijzing of uitzetting genomen op grond van artikel 20 van de wet van 15 december 1980.

(2) Zie ook de omzendbrief van 6 juni 2001 tot verduidelijking van de toepassing van verschillende omzendbrieven betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (B.S. van 4 juli 2001).

(3) Het tweede deel van de omzendbrief werd opgeheven door de omzendbrief van 6 januari 2000 inzake de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk (B.S. van 10 januari 2000).

RECTO

ROYAUME DE BELGIQUE

Province :

Arrondissement :

COMMUNE :

Réf. :

DECISION DE NON PRISE EN CONSIDERATION

D'une demande dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le/la nommé(e) (nom et prénoms),

de nationalité

né(e) à le (en)

s'est présenté à l'administration communale le pour introduire une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume en application de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'intéressé a prétendu résider à l'adresse

..... Il résulte du contrôle du que

l'intéressé ne réside cependant pas de manière effective à cette adresse.

En conséquence, la demande d'autorisation de séjour dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne peut être prise en considération.

Fait à, le

Signature de l'étranger(ère),

Signature du Bourgmestre ou de son délégué,

SCEAU

VERSO**ACTE DE NOTIFICATION**

L'an,, le

Je soussigné(e) (1),

demeurant à

ai notifié à

né(e) à, le (en)

de nationalité

la décision de non prise en considération d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) que sa demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès du bourgmestre de la commune dans laquelle il réside

Je l'ai également informé(e) que la décision précitée est susceptible d'un recours en annulation et d'une demande en suspension auprès du Conseil d'Etat, conformément aux articles 14 et 17 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Ce recours et cette demande doivent être introduits dans les trente jours de la notification de la décision.

La demande en suspension doit être introduite par un acte distinct et au plus tard avec la requête en annulation. Le recours en annulation et la demande en suspension doivent être formés par une requête datée, signée par le requérant ou par un avocat et envoyée, par lettre recommandée à la poste, à Monsieur le Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'étranger(ère),

Signature et sceau de l'autorité,

(1) Nom et qualité de l'autorité

RECTO

KONINKRIJK BELGIE

Provincie :

Arrondissement :

GEMEENTE :

Kenmerk :

BESLISSING TOT NIET-INOVERWEGINGNEMING

Van een aanvraag in het kader van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De vreemdeling (naam en voornamen),
van nationaliteit,
geboren te op (in)

heeft zich op bij het gemeentebestuur aangemeld om met toepassing van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf van meer dan 3 maanden in het Rijk in te dienen.

Genoemde vreemdeling gaf te kennen te verblijven op het volgende adres :
..... Uit de contrôle
op blijkt echter dat deze vreemdeling niet werkelijk op dit adres woont.

Bijgevolg kan de aanvraag in het kader van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, niet in overweging worden genomen.

Gedaan te, op
Handtekening van de vreemdeling, Handtekening van de burgemeester of zijn gemachtigde,

STEMPEL

VERSO

AKTE VAN KENNISGEVING

In het jaar, op
heb ik ondergetekende (1),
verblijf houdende te
aan
geboren te, op
van nationaliteit

kennis gegeven van de beslissing tot niet-inoverwegingneming van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf van meer dan 3 maanden in het kader van artikel 9, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Er werd hem (haar), door mijn toedoen, een afschrift van deze beslissing overhandigd.

Ik heb hem (haar) meegedeeld dat zijn (haar) aanvraag voor een machtiging tot verblijf moet worden ingediend bij de burgemeester van de gemeente waar hij (zij) verblijft.

Ik heb hem (haar) ook meegedeeld dat deze beslissing, overeenkomstig de artikelen 14 en 17 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vatbaar is voor een beroep tot nietigverklaring en voor een verzoek tot schorsing bij de Raad van State. Dit beroep en dit verzoek moeten worden ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

Het verzoek tot schorsing moet bij een afzonderlijke akte en uiterlijk samen met het verzoekschrift tot nietigverklaring worden ingediend. Het beroep tot nietigverklaring en het verzoek tot schorsing moeten worden ingesteld door een verzoekschrift dat gedagtekend moet zijn en ondertekend hetzij door de verzoeker, hetzij door een advocaat, en dat bij ter post aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, in 1040 Brussel, moet worden gestuurd.

Ik verklaar kennisgeving te hebben ontvangen van deze beslissing,

Handtekening van de vreemdeling(e), Handtekening en stempel van het gemeentebestuur,

(1) Naam en hoedanigheid van de overheid.